

GENEVE DANS LE « TOP TEN » DES PLACES FINANCIERES : POUR COMBIEN DE TEMPS ?

Par **Michel Y. Dérobert**, Délégué du Groupement des Banquiers Privés Genevois

Une étude révélatrice

Le verre est-il aux trois-quarts plein ou déjà un peu vide ? C'est la question que l'on est tenté de se poser à propos de la place financière genevoise en prenant connaissance des résultats de l'étude publiée par la « *City of London Corporation* », l'institution plusieurs fois centenaire qui promeut et défend – avec le succès que l'on connaît – les intérêts de la City londonienne.¹

Elle a lancé un nouveau « *Global Financial Centres Index* » (GFCI) qui compare, sur la base de données compilées par d'innombrables instituts de recherche dans les domaines les plus divers (tels que les ressources humaines, les conditions cadre, l'accès au marché, l'infrastructure, etc.) la compétitivité des 46 principaux centres financiers de la planète, de A (comme Amsterdam) à Z (comme Zurich), en passant bien sûr par G (comme Genève).

Au bout du compte, il ressort de cette étude que Londres devance légèrement New York. Ce sont d'ailleurs les deux seuls centres d'importance véritablement globale dans tous les domaines de l'activité financière. Hong-Kong et Singapour suivent à bonne distance et se disputent la prééminence en Asie. Zurich vient juste après, en 5^{ème} position mondiale et 2^{ème} européenne, devançant Francfort. Genève est pour sa part 10^{ème} au plan mondial et 4^{ème} en Europe, juste devant Paris.

La Suisse mérite une mention spéciale : c'est, avec les Etats-Unis, le seul pays qui place deux centres dans le « top ten » mondial, une performance qui en dit long sur la réputation de la place financière helvétique. Celle-ci, qualifiée de « place de niche » d'importance mondiale, brille surtout dans les domaines du *private banking* et de l'*asset management*.

Un sentiment de fierté, mais mitigé

Alors, s'agissant de Genève, pourquoi faire la fine bouche ? Au-delà de ce classement flatteur, on constate en lisant ce rapport que l'on pourrait mieux faire. Comme Zurich, Genève est considérée comme un centre spécialisé, extrêmement fort dans quelques domaines choisis. Les conditions cadre et la compétitivité générale (à commencer par la qualité de la vie) y sont jugées excellentes. Jusque là, pas de problème.

A l'instar de la cité alémanique Genève souffre un peu de ne pas se situer en pays anglophone, ce qui nuit à sa note en « ressources humaines ». C'est là une caractéristique à laquelle nul ne peut rien changer et l'aura de la Genève internationale tendrait au contraire à atténuer ce handicap par rapport aux autres cités qui ne sont pas non plus de culture anglo-saxonne.

Mais les critiques des experts britanniques sont plus profondes : il ne leur a pas échappé que l'infrastructure (autrement dit les transports, la disponibilité de logements, de surfaces commerciales, etc.) laisse fortement à désirer à Genève. Et ils le disent.

Il est d'ailleurs frappant de constater que les principales faiblesses de Genève évoquées par cette étude se situent dans des domaines qui relèvent de la responsabilité directe des pouvoirs publics : les transports, la construction et, dans une moindre mesure, l'éducation et la formation.

¹ City of London: "The Global Financial Centres Index", Mars 2007

Une importance stratégique

Plus personne n'ignore que la place financière est un élément stratégique de l'économie suisse et, a fortiori, de l'économie genevoise. L'institut BAK Basel Economics a mis en évidence le rôle primordial qu'ont joué les banques pour soutenir la croissance globale de l'économie suisse depuis un quart de siècle.²

En 25 ans, la part du produit intérieur brut (PIB) de la Suisse générée par le secteur bancaire a plus que doublé : elle n'atteignait que 4% en 1980 pour passer à près 10% en 2005 (il s'agit-là d'une moyenne nationale ; dans les principaux centres bancaires tels que Zurich, Genève ou le Tessin, cette proportion est évidemment bien plus grande). En gros, le secteur financier a cru deux fois plus vite que l'économie dans son ensemble.

La Suisse dépend beaucoup plus de son secteur bancaire que la plupart des autres pays. En Suède, par exemple, les banques ne comptent que pour 2% du PIB. Même au Royaume-Uni, dont la City de Londres représente le véritable poumon économique, elles ne créent que 6% du PIB. Avec ses 10% (14% en comptant l'ensemble des activités financières) notre pays a donc un intérêt vital à continuer de faire bonne figure dans la compétition sans merci que lui livrent les places concurrentes.

Or la partie est loin d'être gagnée d'avance, ne serait-ce que parce que d'autres régions du monde affichent une croissance et un dynamisme économique dont l'Europe ne peut que rêver. C'est pourquoi notre place financière ne pourra pas se contenter de « surfer sur la vague » en se reposant tranquillement sur ses réussites passées.

Les conditions du succès

Sur qui compter pour mettre en place les conditions des succès à venir ? La créativité des banques et des autres acteurs financiers jouera évidemment un rôle important. Mais, si ces entreprises sont les premières concernées, il faut tout de même garder à l'esprit qu'elles ne sont en général pas animées en priorité par des motivations collectives. Que les conditions se détériorent chez nous – ne serait-ce qu'en termes relatifs – et beaucoup d'opérateurs se tourneront vers d'autres horizons. L'exemple tout récent de la banque privée allemande Sal. Oppenheim, qui a transféré son siège de la ville de Cologne, où elle avait été créée en 1789, à Luxembourg démontre que tout peut arriver.

Les véritables responsables d'une « politique de place » sont les pouvoirs publics, en étroite collaboration avec les associations professionnelles. Les premiers sont en mesure de définir les conditions cadre (législation, fiscalité, infrastructures, etc.) tandis que les secondes sont idéalement placées pour leur fournir des informations de première main et contribuer ainsi à orienter les choix dans la bonne direction.

En Suisse, où les responsabilités sont décentralisées et partagées (pour ne pas dire diluées), mener une politique cohérente n'est sans doute pas aussi simple que dans une cité-Etat dotée d'un pouvoir exécutif tout puissant comme, par exemple, Singapour.

Il n'en demeure pas moins qu'à tous les échelons, les responsables politiques doivent se sentir concernés par l'avenir de la place financière. C'est vrai pour les autorités fédérales et cantonales, mais c'est aussi vrai pour les membres du nouveau Conseil administratif qui viennent d'être élus et présideront aux destinées de la Ville durant les quatre années à venir.

Assurer des relais entre les différents niveaux de l'Etat afin que tous tirent à la même corde pour le bien non pas de telle ou telle entreprise mais pour la place financière dans son ensemble : voilà l'objectif qu'il faut poursuivre sans relâche. C'est à ce prix que celle-ci continuera à figurer en tête des classements de compétitivité.

² Martina Schriber dans « La Vie économique », Revue de politique économique du seco, 4-2007

Annexe

Le « top twenty » des places financières mondiales et le « top ten » européen (en gras) avec leur « rating » selon le GFCI

	Rating
1. Londres	765
2. New York	760
3. Hong-Kong	684
4. Singapour	660
5. Zurich	656
6. Francfort	647
7. Sydney	639
8. Chicago	636
9. Tokyo	632
10. Genève	628
11. Paris	625
12. Toronto	611
13. San Francisco	611
14. Boston	609
15. Edimbourg	605
16. Iles Caïman	604
17. Hamilton (Bermudes)	603
18. Melbourne	603
19. Iles anglo-normandes	600
20. Washington D.C.	594

22. Dublin	579
23. Amsterdam	577
26. Luxembourg	570